

Revue de presse #76

Aménagement, construction
& réhabilitation durables

Septembre 2025

Jérôme Ricoulleau - Archis-Atelier Méditerranéen GA - Tactoniques®





Sommaire

| | | |
|---|---|----|
| — | INFOS À LA UNE | 3 |
| — | LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION, NORMES | 4 |
| — | ÉCONOMIE ET INCITATIONS FINANCIÈRES | 6 |
| — | AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE | 8 |
| — | CONCEPTION DE PROJETS : OUTILS, MÉTHODES & INNOVATION | 10 |
| — | CONFORT, SANTÉ & USAGES | 11 |
| — | ÉCONOMIE CIRCULAIRE & GESTION DES DÉCHETS | 13 |
| — | ÉFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE & ÉNERGIES RENOUVELABLES | 14 |
| — | RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE | 15 |
| — | MATÉRIAUX BIOSOURCÉS & GÉOSOURCÉS | 17 |
| — | PROFESSIONNELS & ENTREPRISES | 18 |
| — | RÉALISATIONS & OPÉRATIONS EXEMPLAIRES | 19 |
| — | APPELS À PROJETS & À MANIFESTATION | 20 |

INFOS À LA UNE

COMMENT IMAGINER ENSEMBLE LES BÂTIMENTS DE DEMAIN ?



2025 - Le CSTB et l'ADEME publient la mise à jour 2025 de leur prospective sur le bâtiment et l'immobilier à l'horizon 2050. Quatre scénarios contrastés – pénuries, adaptation difficile, bâtiment comme service ou rééquilibrage territorial – éclairent les mutations possibles du secteur. Objectif : offrir aux acteurs une boîte à outils stratégique face aux défis à venir, qu'ils soient démographiques, climatiques ou économiques. La démarche entend ainsi préparer l'ensemble de la filière à anticiper plutôt que subir les transformations à venir.

 www.batimentdemain.fr

 immobilier / bâtiment / transition écologique

LES CAISSES DE REDIRECTION ÉCOLOGIQUE, UN NOUVEAU MODÈLE DE SOCIÉTÉ

Juillet 2025 - L'association Alter Kapitae, qui défend un nouveau modèle de société fondé sur l'idée de « décroissance prospère », a publié en juillet 2025 un rapport proposant la création de Caisses de Redirection Écologique (CRE) pour financer une société alignée sur la justice sociale et les limites planétaires. Ces institutions visent à réorienter l'économie vers une décroissance prospère territorialisée, en intégrant la comptabilité écologique, la gestion des capitaux naturels et humains, et une sécurité sociale élargie. Alter Kapitae en appelle donc à l'expérimentation collective pour transformer le modèle capitaliste en nouveaux communs vivables.

 www.alterkapitae.com

 transition écologique / territoires / financement

TRANSITION ÉCOLOGIQUE : LA COUR DES COMPTES APPELLE À ACCÉLÉRER

16 septembre - Dans son premier rapport annuel sur la transition écologique, publié en septembre 2025, la Cour des comptes alerte sur des résultats encore éloignés des objectifs fixés. Si la France a réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 30 % depuis 1990, elle doit désormais doubler le rythme pour atteindre la neutralité carbone en 2050. La biodiversité, l'eau et les déchets restent des points noirs, malgré certaines avancées. La Cour souligne aussi la nécessité de mieux planifier les financements publics et privés, et d'accompagner les ménages dans leurs investissements pour une transition plus juste et efficace.

 www.ccomptes.fr

 transition écologique / neutralité carbone

DPE : LES PROFESSIONNELS RÉALISANT PLUS DE 1000 DIAGNOSTICS PAR AN SERONT SUSPENDUS

1^{er} août – Un nouvel arrêté visant à détecter des comportements suspects chez les diagnostiqueurs a été publié au Journal officiel le 1^{er} août dernier. Ainsi, à partir du 1^{er} octobre, « tout diagnostiqueur réalisant plus de 1 000 DPE de maisons individuelles ou d'appartements sur une période glissante de 12 mois fera l'objet d'une suspension, sauf justification recevable ». Le ministère précise toutefois que les diagnostiqueurs visés auront « un droit au contradictoire ».

 www.lemoniteur.fr

 DPE / maison individuelle / législation

MON ACCOMPAGNATEUR RÉNOV' : SUSPENSION DE L'EXTENSION TERRITORIALE DES AGRÉMENTS

25 août – Un arrêté, paru au Journal officiel du 22 août, prévoit la suspension de l'extension territoriale des agréments "Mon Accompagnateur Rénov'" jusqu'au 31 décembre 2025 ; ces derniers devant obligatoirement justifier de leur capacité à intervenir sur une échelle territoriale spécifique. La territorialisation de l'agrément entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2026 pour les agréments octroyés ou renouvelés à compter de cette date. Pour les agréments en cours au 31 décembre 2025, elle s'appliquera à compter du 1^{er} juillet 2026.

 <https://veille.artisanat.fr>

 rénovation énergétique / dispositif national / accompagnement

DÉROGATION À LA LOI LITTORAL : LA LISTE DES FRICHES S'ALLONGE POUR LES INSTALLATIONS SOLAIRES

26 août – Un décret, publié le 26 août, complète la liste des friches sur lesquelles il est possible de déroger au principe de continuité de la loi Littoral, pour l'installation d'ouvrages nécessaires à la production d'énergie solaire photovoltaïque ou thermique. Ce texte ajoute 16 nouvelles friches, en plus des 22 déjà répertoriées. Les nouvelles friches se situent dans les départements des Bouches-du-Rhône, de la Charente-Maritime, des Côtes-d'Armor, du Finistère, de la Gironde, de l'Hérault, de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Atlantique, de la Manche, du Morbihan, des Pyrénées-Atlantiques et de la Savoie.

 www.actu-environnement.com

 installations solaires / littoral / aménagement

EVOLUTION DU DPE : L'ARRÊTÉ EST PARU AU JOURNAL OFFICIEL

27 août – L'arrêté destiné à adapter le coefficient de conversion de l'électricité dans le calcul du diagnostic de performance énergétique (DPE), a été publié au Journal officiel du 26 août. Ce nouvel arrêté prévoit une évolution de la méthode de calcul du DPE à partir du 1^{er} janvier 2026. Le coefficient de conversion de l'électricité (coefficient énergie primaire ou CEP) dans le calcul du DPE, actuellement fixé à 2,3, sera abaissé à 1,9, « en cohérence avec la valeur européenne actualisée ». L'objectif est de favoriser l'électrification du chauffage des logements. L'arrêté entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2026, tous les DPE ou audits énergétiques édités à partir de cette date intégreront automatiquement le nouveau coefficient. Tous les DPE édités en 2025 et avant resteront valables et pourront le cas échéant être mis à jour gratuitement et facilement, sans nouvelle visite du diagnostiqueur, sur le site internet de l'Observatoire DPE-Audit de l'ADEME.

 <https://lebatimentperformant.fr>

 DPE / électricité / méthodes de calcul



LE PLU NE PEUT PAS IMPOSER L'UTILISATION DE MATÉRIAUX BIOSOURCÉS, MAIS PEUT Y INCITER

1^{er} août – Un maire peut-il imposer aux promoteurs immobiliers, dans un plan local d'urbanisme (PLU), l'utilisation de matériaux biosourcés tels que le bois, le chanvre ou la terre crue afin de réduire l'empreinte carbone des bâtiments ? Non, répond le ministère de l'Aménagement du territoire. « Aucune disposition du Code de l'urbanisme ne prévoit expressément la possibilité de fixer dans le règlement du [PLU] des obligations en matière de matériaux ». Seuls les plans de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) qui tiennent lieu de PLU peuvent autoriser ou interdire certains matériaux dans des sites patrimoniaux remarquables. « En dehors de ces secteurs faisant l'objet d'une protection particulière, seul l'aspect du revêtement de la construction pourra être réglementé sans pouvoir strictement imposer un matériau ». En revanche, le Code de l'urbanisme permet, via différents dispositifs, aux autorités compétentes en matière de planification ou d'autorisation d'urbanisme d'inciter les maîtres d'ouvrage à concevoir des bâtiments exemplaires du point de vue énergétique et environnemental et donc à l'utilisation de matériaux biosourcés.

 www.lemoniteur.fr

 [PLU / matériaux biosourcés / Code de l'urbanisme](#)

RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES : UNE AIDE, CRÉÉE À TITRE EXPÉRIMENTAL, POUR SOUTENIR LA PRÉVENTION DES DÉSORDRES CAUSÉS AUX CONSTRUCTIONS EXISTANTES

6 septembre - Sont éligibles, sous conditions de ressources, les propriétaires occupants de leur résidence principale, pour des maisons comprenant jusqu'à deux logements et achevées depuis au moins quinze ans, assurées, et situées en zone d'exposition forte au RGA. Plus précisément, sont visés onze départements : l'Allier, les Alpes-de-Haute-Provence, la Dordogne, le Gers, l'Indre, le Lot-et-Garonne, la Meurthe-et-Moselle, le Nord, le Puy-de-Dôme, le Tarn et le Tarn-et-Garonne. L'aide permettra de financer des prestations de diagnostic et des travaux préventifs. Objectifs de l'expérimentation : « tester et évaluer les solutions les plus efficaces, dans la perspective d'une éventuelle généralisation de ce dispositif, [... afin de] protéger le quotidien des ménages et anticiper les effets du changement climatique ». En phase études, le taux de financement pourra atteindre 90 % (dans la limite d'un plafond de dépenses éligibles de 2 000 €) et en phase travaux, il pourra aller jusqu'à 90 % des dépenses engagées pour les prestations d'accompagnement et de maîtrise d'œuvre (plafond de 2 000 €) et jusqu'à 80 % des dépenses engagées pour les travaux (plafond de 15 000 €).

 Décret n° 2025-920 du 6 septembre 2025 relatif à la mise en place, à titre expérimental, d'une aide pour la prévention des désordres dans les constructions liés au phénomène de retrait gonflement des sols argileux

 Arrêté du 6 septembre 2025 pris pour l'application du décret n° 2025-920 du 6 septembre 2025 précisant les critères d'éligibilité des bâtiments et des propriétaires à l'aide mise en place, à titre expérimental, pour la prévention des désordres dans les constructions liés au phénomène de retrait gonflement des sols argileux

 Retrait-gonflement des argiles / maison individuelle / aide financière

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE : LES ACTEURS DU BÂTIMENT LANCENT UN APPEL À LA STABILITÉ

31 août - Dans une lettre ouverte adressée au ministre de l'Économie, quarante-six professionnels du bâtiment plaident pour une politique publique lisible, durable et à la hauteur des enjeux environnementaux, sociaux et économiques. Les signataires pointent « l'instabilité actuelle des aides » et des règles changeantes. Les acteurs de la rénovation affirment ne pas réclamer de nouveaux dispositifs coûteux, ni d'élargissement des aides existantes. Ils demandent surtout de la stabilité et de la prévisibilité, à travers, notamment, la sanctuarisation d'un budget de 5 milliards d'euros pour MaPrimeRénov' dans le PLF 2026, un préavis minimal de vingt-quatre mois avant toute suppression ou modification des aides, une bonification pour les rénovations globales et performantes ou encore un soutien au développement des métiers, à la formation continue et à la montée en compétences. Au-delà des financements, la filière appelle à bâtir un modèle économique aligné sur l'intérêt général, fondé sur la confiance et la stabilité réglementaire.

 www.construction21.org

 rénovation énergétique / politique publique / aides financières

LE REPLI DE L'ACTIVITÉ DE L'ARTISANAT DU BÂTIMENT SE POURSUIT

8 septembre - L'activité des petites entreprises du bâtiment, qui avait fortement rebondi en post-Covid, est en berne désormais, avec un recul pour le cinquième trimestre consécutif, faisant ainsi plonger le secteur dans ce qui ressemble de plus en plus à une crise structurelle. Pour autant, le recul de l'activité ralentit avec -4,5 % au 2^{ème} trimestre 2025, contre -5 % au premier trimestre et -6 % au dernier trimestre 2024 en glissement annuel. C'est l'un des enseignements de la note de conjoncture de la Capeb présentée le 4 septembre. Dans le détail, le secteur de la construction neuve reste le plus impacté (-9 % en glissement annuel). Le secteur de l'entretien-rénovation se stabilise à la baisse (-1,5 % seulement), y compris pour les travaux de performance énergétique (-1,5 %).

 www.preventionbtp.fr

 filière / activité



MAPRIMERÉNOV' ROUVRIRA LE 30 SEPTEMBRE, MAIS AVEC DE NOMBREUSES RESTRICTIONS

11 septembre- Suspendues depuis le 23 juin, les demandes d'aide MaPrimeRénov' pour des rénovations d'ampleur rouvriront le 30 septembre. Toutefois, cette réouverture se fera sous de nouvelles conditions :

- le volume de nouveaux dossiers acceptés sera limité à 13 000 jusqu'à la fin de l'année 2025 afin de « tenir compte du stock déjà élevé de dossiers déposés et pour ne pas accroître les délais d'instruction pénalisants pour les entreprises et les ménages » ;
- des objectifs seront définis par territoire en vue « d'améliorer le pilotage et éviter l'accumulation incontrôlée de dossiers » ;
- la ré-ouverture sera ciblée, dans un premier temps, vers les propriétaires très modestes puis ensuite vers les ménages modestes ;
- les aides sont ajustées (plafonds de travaux subventionnables : 30 000€ ou 40 000 € contre 70 000 € précédemment, recentrage du « Parcours accompagné » sur les logements ayant une classe énergétique avant travaux comprise entre E à G, suppression du bonus de sortie de passoire de 10 %, suppression des forfaits correspondant aux chaudières biomasse et aux travaux d'isolation des murs des dépenses éligibles du parcours « par geste ») ;
- l'accès au parcours « par geste » pour les maisons individuelles classées « F » et « G » est prolongé jusqu'au 31 décembre 2026 en France métropolitaine et jusqu'à cette même date, l'obligation de réaliser un geste de chauffage éligible à la prime pour accéder au parcours par geste est levée.

 www.batiweb.com

 <https://veille.artisanat.fr>

 filière / activité

UN GUIDE PRATIQUE POUR « CONCILIER PAYSAGE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DANS LES GRANDS SITES DE FRANCE »

Juillet – Pour favoriser une transition écologique concertée et compatible avec des sites à haute valeur patrimoniale, le Réseau des Grands Sites de France a mené dès 2019 en partenariat avec le ministère en charge de l'Environnement, rejoint par l'ADEME en 2023, une expérimentation nationale « Paysage et transition énergétique dans les Grands Sites de France ». L'objectif de cette expérimentation était d'identifier, à partir de stratégies paysagères de transition énergétique élaborées par et pour des Grands Sites de France volontaires, des recommandations méthodologiques permettant aux collectivités de favoriser des projets de transition énergétique respectueux des valeurs paysagères locales. Le guide « Concilier paysage et transition énergétique dans les Grands Sites de France - Stratégies et méthode » livre les enseignements de cette expérimentation.

 www.grandsitedefrance.com

 patrimoine / transition énergétique / paysage

CONSTRUIRE AVEC LE LIEU : AUX SOURCES DU BIOCLIMATISME

21 juillet – Clément Gaillard est urbaniste et designer de formation, spécialisé dans les enjeux de conception bioclimatique à l'échelle urbaine. Aymeric Bemer est ingénieur et enseignant. Après avoir travaillé au sein de bureaux d'études environnementales et de cabinets d'architectes importants, il a fondé la solution numérique dédiée aux études climatiques Albedya. Chacun à leur manière, ils plaident pour une conception bioclimatique de la ville. Leonard, la plateforme de prospective et d'accélération de projets innovants du groupe VINCI, leur donne la parole.

 <https://leonard.vinci.com>

 conception / bioclimatisme / urbanisme

ARBOSCORE : UN OUTIL POUR ÉVALUER LES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES PERDUS OU APPORTÉS PAR LES DIFFÉRENTES ESPÈCES

8 août – Exploitant les bases de données de l'application SESAME (Services Écosystémiques rendus par les Arbres, Modulés selon Essences), l'outil ARBOSCORE développé par le Cerema permet d'évaluer les services écosystémiques rendus par des aménagements arborés existants et de comparer différents scénarios d'abattage et/ou de remplacement d'espèces à l'occasion de projets de (ré)aménagements futurs. Il permet également d'enrichir l'outil Sésame en offrant une analyse approfondie des services écosystémiques générés par les aménagements arborés. Il évalue non seulement les espèces plantées, mais également la surface dédiée à ces aménagements.

 www.cerema.fr

 biodiversité / aménagement / outil



[VIENT DE PARAÎTRE] DES TERRITOIRES RICHES DE LEUR SOBRIÉTÉ

22 août – Face aux grands enjeux écologiques et climatiques, la sobriété apparaît aujourd'hui comme une nécessité. Cette publication en rappelle les fondements, met en lumière ses bénéfices pour les territoires et leurs habitants, et fournit des clés pour impulser une politique de sobriété. Elle valorise de nombreux exemples d'initiatives menées dans différents champs de compétences (énergie, eau, alimentation, aménagement, mobilité, développement économique, tourisme, numérique, ...), ainsi que des démarches transversales impliquant les acteurs locaux. Presque toutes issues de Bourgogne-Franche-Comté, ces initiatives témoignent que la voie de la sobriété est déjà empruntée dans la région. Des élus y partagent leurs expériences et démontrent qu'un autre modèle de développement est possible et souhaitable.

Un espace web complémentaire enrichit la publication en proposant des ressources supplémentaires pour aller plus loin dans la mise en œuvre de démarches sobres : www.alterrebourgognefranche-comte.org/sobriete/

 <https://librairie.ademe.fr>

 sobriété / territoire

[PODCAST] COMMENT SE PRÉPARER À UNE FRANCE À +4°C ?

26 août – Invitée du 8^{ème} épisode du podcast Bâtir pour le climat, la ministre Agnès Pannier-Runacher détaille les implications du scénario officiel de réchauffement climatique à l'horizon 2100. Elle en expose les conséquences concrètes pour le secteur du bâtiment et les leviers d'adaptation envisagés.

 www.lemoniteur.fr

 changement climatique / adaptation

VERS UN RÉFÉRENTIEL PARTAGÉ POUR ÉVALUER LES SOLUTIONS DE RAFRAÎCHISSEMENT URBAIN

28 août – Lancé en mai 2024 pour une durée de quatre ans, le projet national ISSU "Innovations et Solutions face à la Surchauffe urbaine", réunit un large écosystème d'acteurs : académiques, entreprises, établissements publics d'expertise et maître d'ouvrage. Objectif : construire ensemble un référentiel national d'évaluation des solutions grises ou vertes de rafraîchissement. Autour de cette ambition commune, une communauté d'expertise transversale s'est constituée, à la croisée du génie civil et du génie écologique. Retour sur un an d'avancées du projet ISSU.

 www.cerema.fr

 rafraîchissement urbain / aménagement

[DOSSIER] RE2031 : COMMENT Y PARVENIR ?

Juillet – La RE2020 évolue. En 2025, puis en 2028 et 2031, de nouveaux seuils viennent challenger les procédés de construction. Mais la filière est-elle prête ? Quelles solutions techniques, économiques et organisationnelles permettront d'atteindre ces objectifs ambitieux ? Construction21 publie un dossier entièrement dédié à la question. Au sommaire, les retours d'expériences et réflexions d'une quinzaine d'acteurs du secteur.

 www.construction21.org

 RE2020 / réglementation



QUELLES DONNÉES CLIMATIQUES UTILISER POUR DES SIMULATIONS THERMIQUES DYNAMIQUES DÉDIÉES À L'ÉTUDE DU COMPORTEMENT DU BÂTIMENT LORS DE VAGUES DE CHALEUR ?

Juillet – En complément de leur manifeste pour l'adaptation systématique du bâti aux vagues de chaleur publié fin 2024, les sept bureaux d'études et de conseils spécialistes de la performance environnementale des bâtiments signataires (Etamine, Amoes, Eodd, Inddigo, Florès, Pouget Consultants et Oasiis) proposent à la profession des éléments de cadrage pour la réalisation de simulations thermiques dynamiques effectivement adaptées à l'enjeu du confort d'été. Leur objectif est de participer à la définition d'un cadre de référence qui réponde aux objectifs suivants : utilisable partout en France métropolitaine, disponible sur une année au pas de temps horaire, et présentant un caractère « dimensionnant pour le présent », c'est-à-dire adapté à la prise de décisions actuelles dans le cadre de projets de construction, de rénovation ou d'intervention en phase d'exploitation sur le bâti exposé aux vagues de chaleur. Une sélection de données prédictives météorologiques est présentée.

 www.manifeste-batiment-durable.fr

 Manifeste pour l'adaptation systématique du bâti aux vagues de chaleur

 changement climatique / adaptation / confort d'été

GESTION DE L'EAU SUR LES CHANTIERS : RÉDUIRE LES IMPACTS ET INNOVER POUR LA SOBRIÉTÉ

5 septembre – Dans le débat autour de la transition écologique du bâtiment, l'énergie et le carbone occupent une place centrale. Pourtant, un autre enjeu, aussi vital, reste souvent relégué au second plan : l'eau. La construction mobilise cette ressource de manière intensive, tant pour la fabrication de matériaux que pour des usages quotidiens sur les chantiers. Elle génère également des rejets pollués qui, en l'absence de traitement, fragilisent les milieux naturels. Panorama des enjeux, des pratiques et des innovations qui permettent de réduire l'empreinte hydrique des chantiers, et d'esquisser la voie vers des modèles de sobriété plus résilients.

 www.construction21.org

 eau / sobriété / chantier

CONFORT D'ÉTÉ : LES BAILLEURS SOCIAUX DOIVENT EN FAIRE UNE PRIORITÉ

10 juillet – En se basant sur les résultats d'une enquête menée auprès de quarante bailleurs français, l'Agence nationale de contrôle du logement social (Ancols) alerte : le souci du confort d'été reste encore trop souvent secondaire chez de nombreux bailleurs sociaux, et ce malgré l'intensification des épisodes de chaleur sur le territoire. L'organisme recommande donc, entre autres, d'intégrer systématiquement le confort d'été dans les plans de réhabilitation, en privilégiant des solutions « passives » moins coûteuses, et de renforcer le suivi des risques liés aux vagues de chaleur.

 www.batiweb.com

 confort d'été / logement social

CONTRÔLE DES INSTALLATIONS DE VENTILATION : QUELLES OBLIGATIONS POUR L'EMPLOYEUR ?

15 juillet – Selon l'INRS, les employeurs doivent veiller au bon renouvellement de l'air dans tous les locaux auxquels les travailleurs ont accès. Cette obligation vise à maintenir un état de pureté de l'atmosphère permettant de préserver la santé des travailleurs. Elle implique, pour l'employeur, de veiller au respect de certaines règles dès la mise en place de l'installation puis d'en assurer un contrôle régulier. Les règles sont adaptées pour tenir compte des polluants présents dans l'atmosphère des locaux et des risques pour les travailleurs. Des contrôles annuels minimum sont exigés, portant sur les débits d'air, l'état des équipements et la conformité des filtres. L'employeur doit ainsi constituer un dossier d'installation et peut faire face à des contrôles inopinés de l'inspection du travail par des organismes accrédités.

 www.inrs.fr

 santé / ventilation

PFAS : UNE PLATEFORME UNIQUE POUR SURVEILLER LES "POLLUANTS ÉTERNELS"

1^{er} août – Disposer de l'ensemble des résultats des campagnes de surveillance des PFAS, dits polluants éternels, en un seul endroit, c'est désormais possible : le ministère de la Transition écologique a rassemblé et ouvert en open data les mesures réalisées dans les effluents rejetés par les industriels, le milieu (eaux souterraines et superficielles) et l'eau potable sur une seule plateforme. Cette initiative répond à un engagement du plan d'actions interministériel sur les PFAS d'avril 2024. L'outil se présente sous forme d'une carte de France interactive. Les points de surveillance sont cliquables et permettent d'avoir accès aux résultats des analyses. Les données seront mises à jour tous les mois par le BRGM.

 www.actu-environnement.com

 pollution / santé

LE SITE INTERNET DÉDIÉ À LA DÉMARCHE ECRAINS® EST EN LIGNE !

1^{er} août – Proposée par l'ADEME, ECRAINS® (Engagement à Construire Responsable pour un Air intérieur Sain) est une démarche de qualité destinée à satisfaire une approche préventive de la santé dans le bâtiment. Elle vise à limiter durablement les émissions de polluants à la source et à pérenniser la qualité des ambiances intérieures. Elle repose sur une méthode de management permettant de prendre en compte la qualité de l'air intérieur aux différentes étapes d'un projet de construction neuve, de réhabilitation ou d'extension de bâtiments. Sur le site, retrouvez toutes les informations pour lancer un projet ou devenir accompagnateur ECRAINS®. Maître d'ouvrage, retrouvez la liste des ambassadeurs (un par région) pour prendre en main la démarche ainsi que la liste des accompagnateurs (les professionnels en charge d'appliquer la démarche de manière opérationnelle).

 <https://ecrains.ademe.fr>

 santé / qualité de l'air intérieur / bâtiment



ADAPT BÂTI CONFORT : 9 MILLIONS D'EUROS POUR RAFRAÎCHIR LES BÂTIMENTS

2 septembre – Présenté par Agnès Pannier-Runacher et Marc Ferracci, le programme "Adapt Bâti Confort" s'inscrit dans le Plan national d'adaptation au changement climatique dévoilé en mars 2025. Doté d'un budget de 9 millions d'euros financés par les Certificats d'Économies d'Énergie sur quatre ans, il vise à garantir le confort thermique des bâtiments résidentiels et tertiaires lors des canicules. Piloté par l'ADEME et co-porté par le Cerema et le CSTB, le programme privilégiera les solutions passives et hybrides d'amélioration du bâti. Son déploiement opérationnel se concentrera dans quatre régions pilotes : PACA, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle-Aquitaine. Objectif : diffuser largement les solutions de rafraîchissement et former les professionnels du secteur.

 www.cerema.fr

 rafraîchissement / bâtiment / adaptation

LE CEREMA DÉVELOPPE UNE MÉTHODE INÉDITE POUR ASSAINIR L'AIR DES ÉCOLES

12 septembre – Le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays des Vosges Saônoises a sollicité le Cerema pour réaliser une étude sur la qualité de l'air intérieur dans six écoles pilotes. Les constats révèlent des systèmes de ventilation défaillants, des concentrations de CO₂ dépassant fréquemment les seuils recommandés et une aération manuelle irrégulière. L'étude débouche sur des recommandations techniques, organisationnelles et pédagogiques, incluant un protocole d'aération renforcé et la sensibilisation des usagers. Cette méthode duplicable sera étendue à six autres établissements du territoire et pourrait à l'avenir inspirer d'autres collectivités.

 www.cerema.fr

 qualité de l'air intérieur / école

RÉEMPLOI DU BÉTON, LE GUIDE DE A À Z !

Août 2025 – Le réemploi et la réutilisation du béton restent extrêmement marginaux malgré l'omniprésence de ce matériau, qui représente 82 % des logements collectifs et génère 17 millions de tonnes de déchets annuels. C'est pourquoi l'association Ekopolis y consacre un dossier complet, présentant notamment un groupe de travail opérationnel porté par l'ADEME Île-de-France et Normandie qui développe une base de données de projets existants et accompagne des opérations pilotes, mais aussi des expérimentations telles que le sciage de refends en pavés au quartier Gagarine de Romainville, ou encore la réutilisation de dalles béton au passage Saint-Pierre-Amelot à Paris.

 www.ekopolis.fr
 réemploi / béton

UNE NOUVELLE LOI SUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE POUR DOUBLER LE TAUX DE CIRCULARITÉ AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE D'ICI 2030

4 août – La Commission européenne a ouvert une consultation publique pour élaborer sa prochaine loi sur l'économie circulaire, prévue pour adoption en 2026. En effet, malgré une sensibilisation croissante, le taux de circularité de l'UE stagne à 11,8 % en 2023, contre 10,7 % en 2010. La loi se concentrera sur deux piliers : améliorer le recyclage des déchets électroniques et créer un marché unique pour les matières premières secondaires. L'objectif est de renforcer la sécurité économique, la compétitivité et les efforts de décarbonation de l'Union européenne, tout en réduisant la dépendance aux matières premières importées.

 <https://esgnews.com>
 économie circulaire / loi / Europe

UN ATLAS DES CENTRES DE RÉEMPLOI EN EUROPE

Septembre 2025 – Ce document a été produit dans le cadre du projet Interreg NWE PREUSE (Public Responses to Enable the Use of Salvaged building Elements), mis en œuvre entre février 2024 et décembre 2027. Ce projet de recherche international vise à aider les autorités publiques locales et régionales à améliorer la gestion de leurs ressources matérielles et à mettre en œuvre des solutions sur leur territoire pour récupérer et réutiliser les matériaux de construction. On retrouve 18 centres de réemploi (revendeur-euse, dépôt interne, hub circulaire...) analysés dans cette étude dont 9 en France, 5 en Belgique et un au Luxembourg, aux Pays-Bas, au Portugal et en Suisse.

 <https://preuse.nweurope.eu/>
 réemploi / matériaux / Europe

UN NOUVEAU SITE POUR TOUT SAVOIR SUR LE RÉEMPLOI

3 septembre – Le site Réemploi plus est une compilation d'informations collectées au fil de l'eau sur le réemploi, mais aussi sur d'autres démarches qui allongent la durée de vie des matériaux et des produits, en mettant l'accent sur ceux liés à la construction. On y retrouve un lexique dédié, des textes législatifs, des chiffres clés, des vidéos et webinaires sur le sujet, des articles d'actualité ou encore différents annuaires et cartographies.

 www.novabuild.fr
 réemploi / matériaux / construction

DE L'IMPORTANCE DE LA PRISE EN COMPTE DES USAGES ET COMPORTEMENTS DANS LA PERFORMANCE RÉELLE DES BÂTIMENTS

Juillet – En concevant des bâtiments, qu'il s'agisse de logements, de bureaux, de commerces ou de bâtiments publics, les professionnels cherchent à conjuguer équilibre architectural et technique afin de répondre au mieux aux enjeux d'efficacité énergétique. Or on constate que, lorsque les occupants ne sont pas associés et sensibilisés au fonctionnement, voire à la conception même du bâtiment, cette optimisation ne se traduit pas pleinement par une réduction de ses impacts énergétiques et environnementaux. On rencontre en effet de multiples exemples d'inadaptation entre certains choix, effectués en phase de conception et la réalité des usages. Les bonnes intentions techniques ne rencontrent pas leurs usagers ou les pratiques des occupants diffèrent des attendus des concepteurs. Engagée de longue date sur le sujet, l'ADEME revient sur l'importance des usages et comportements dans la performance réelle des bâtiments. Coup de projecteur dans cet article sur le volet comportemental des enjeux de maîtrise des consommations d'énergie.

 <https://infos.ademe.fr>

 sociologie / usages / efficacité énergétique

LE RÉSEAU RAPPEL PROPOSE UNE BOÎTE À OUTILS POUR ACCOMPAGNER AU SUIVI DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE ET D'EAU DES MÉNAGES

30 juillet – La boîte à outils du réseau RAPPEL aide les acteurs à accompagner les ménages dans le suivi de leurs consommations d'énergie et d'eau. Elle propose une méthodologie d'accompagnement (carnet de bord, outils pédagogiques, études de cas), des outils techniques (accès aux données, référentiels de consommation, fichiers de suivi) et des supports de restitution ludiques et clairs pour mobiliser les ménages.

 www.precarite-energie.org

 eau / énergie / outil de suivi

NAISSANCE DE L'OBSERVATOIRE DE LA FISCALITÉ ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE (OFEE)

3 septembre – Créé en août dernier, l'Observatoire de la fiscalité énergétique et écologique aura plusieurs objectifs :

- Faire de la veille réglementaire attentive et critique sur la fiscalité énergétique (taxes sur l'électricité, le gaz, les carburants, etc.) et la fiscalité écologique (taxe carbone, taxe sur les activités polluantes, taxe sur les véhicules, etc.),
- Consulter les opérateurs redevables de ces taxes pour faire remonter d'éventuelles difficultés, et mieux faire connaître la matière,
- Échanger avec les pouvoirs publics afin, le cas échéant, d'être force de proposition.

 www.environnement-magazine.fr

 fiscalité énergétique / fiscalité écologique

COMMENT FINANCER LA RÉNOVATION DES BÂTIMENTS EN FRANCE ?

Jun 2025 – Le projet FiRéno+ vise à développer des solutions de financement « clés en main » pour accélérer la rénovation performante des bâtiments en France, dans le secteur résidentiel (faciliter le reporting bancaire, mener une étude d'impact sur la systématisation d'une rénovation performante lors de l'acquisition d'une passoire énergétique...) comme dans le secteur tertiaire privé (expérimenter des modèles d'acteur ensemblier, mettre en place un dispositif d'amortissement avantageux pour les équipements et travaux liés à la rénovation énergétique...). Un pas non négligeable du secteur économique vers la massification des rénovations.

 www.ademe.fr

 solutions de financement / rénovation performante

DE L'IMPACT LIMITÉ DE LA SEULE ISOLATION THERMIQUE



11 juillet – Isoler, c'est bien, mais sans rénovation énergétique globale, cela sert moins. C'est, dans les grandes lignes, l'enseignement d'une étude conjointe de l'Insee et de l'Observatoire national de la rénovation énergétique démontrant que les travaux d'isolation thermique seuls dans un logement permettent des économies d'énergie réelles, mais modestes, comparées à celles permises par une rénovation globale et performante. Le message est clair : c'est l'ensemble du bâti qui doit être repensé pour atteindre des résultats significatifs en matière énergétique.

 www.batiweb.com

 isolation / rénovation / efficacité énergétique

QUELS TRAVAUX SONT ÉLIGIBLES AUX AIDES À LA RÉNOVATION ?

17 juillet – De nombreux dispositifs existent pour accompagner les ménages dans le cadre d'une rénovation énergétique de leur habitat mais il peut être difficile de s'y retrouver et de comprendre leurs spécificités. Dans le « Guide de la rénovation énergétique à destination des professionnels - Travaux éligibles et induits, devis et factures », l'Anah précise le périmètre des travaux pouvant bénéficier des aides à la rénovation énergétique d'un logement. Ce guide est destiné aux professionnels qui interviennent dans le cadre de demandes de subvention auprès de l'Anah pour des travaux de rénovation énergétique, en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage agréé « Mon Accompagnateur Rénov' », mandataire ou entreprise de travaux. Il a vocation à expliciter l'environnement des aides à la rénovation énergétique et fournir aux professionnels des conseils pour l'établissement des devis et factures.

 www.anah.gouv.fr

 aides financières / rénovation énergétique

COMMENT TRAITER LA JONCTION ENTRE DEUX LOTS TECHNIQUES ?

1^{er} août – La question se pose dans le cas d'une rénovation globale comme dans celui d'une rénovation par gestes. Pour en savoir plus, la plate-forme Pro'RENO (du programme PROFEEL) a mis en ligne deux vidéos pratiques pour assurer une continuité d'isolation entre un plafond en briques creuses et un mur isolé par l'intérieur, ainsi que pour gérer l'interface entre une menuiserie en feuillure et un mur isolé par l'intérieur en rénovation globale. Deux tutos accessibles à tout professionnel désireux de se perfectionner en la matière !

 <https://programmeprofeel.fr>

 rénovation / isolation / interfaces

RÉNOVER EN MÂCHEFER, MODE D'EMPLOI

28 août – Le Cerema, accompagné par le CAUE Rhône Métropole, a mené une étude permettant d'aider au repérage et à la reconnaissance du bâti en mâchefer (dans la région lyonnaise), de livrer une caractérisation la plus complète possible de ce matériau et de proposer des stratégies d'intervention sur le parc de logement en mâchefer, tant sur le plan architectural que thermique. Objectif : livrer un guide pour choisir les bonnes stratégies de réhabilitation des habitats en pisé de mâchefer.

 www.cerema.fr

 rénovation / matériaux / mâchefer

LE DPE, PLUS IMPACTANT QUE LES RÉNOVATIONS ?

29 août – C'est ce que pointe le bureau d'études thermiques Casam dans une publication datée de la fin de l'été. Cette dernière indique que depuis trois ans, la part de logements notés G n'a reculé que sous l'effet de changement des règles du jeu du Diagnostic de performance énergétique (DPE), et non des travaux de rénovation énergétique. Une prochaine réforme prévue pour le 1^{er} janvier 2026 devrait d'ailleurs éradiquer sans travaux pas moins de 850 000 passoires thermiques. Un non-sens qui pénalise à la fois les habitants et leur confort, mais aussi le travail des professionnels du bâtiment.

 www.lemoniteur.fr

 DPE / rénovation énergétique / logement

RÉNOVATION DU TERTIAIRE PRIVÉ : IL FAUT ACCÉLÉRER !

5 septembre – C'est ce qu'exhorte l'ADEME dans un récent rapport. On y apprend que la rénovation du parc tertiaire privé reste trop lente en France, et son financement insuffisant, alors que le montant global à mobiliser est évalué à 545 milliards d'euros d'ici à 2050. Quelques exemples de pistes évoquées pour renverser la tendance : modulation de la taxe foncière en fonction de la performance énergétique, exonération des droits de mutation conditionnée à une rénovation rapide ou encore création « d'obligations transition » garanties par l'État... Le tout doublé d'un accompagnement renforcé, à la fois technique et économique, et d'une combinaison de financements publics et privés.

 www.construction21.org

 rénovation / tertiaire / financement

DE BUREAUX À LOGEMENTS ÉTUDIANTS : LE PLAN DU GOUVERNEMENT

8 septembre – La ministre du Logement Valérie Létard a annoncé vouloir inciter à la transformation de bureaux vacants (qui ne représentent pas moins de 9 millions de mètres carrés en France) en habitats, dans le but de créer 45 000 nouveaux logements étudiants d'ici 3 ans. Cette déclaration s'accompagne de deux rapports formulant 31 propositions pour faciliter la reconversion de bureaux en logements et lever les freins techniques et réglementaires.

 www.batiweb.com

 logement / bureaux

UN NOUVEAU MATÉRIAU INNOVANT À BASE DE BOIS

Juin 2025 – Bouygues Construction s'associe à la start-up Woodoo pour développer STACK™, un matériau de construction bas carbone issu de bois à croissance rapide. Cette innovation entend rivaliser avec le béton armé et l'acier, avec une empreinte carbone largement moindre. L'accord vise à passer à l'échelle industrielle, avec une intégration prévue de 10 000 m³ de STACK™ dans les projets de Bouygues. Le matériau, à la fois compétitif et performant, pourrait transformer la construction de bâtiments industriels et d'infrastructures. Une avancée majeure pour la décarbonation du secteur !

 <https://mediaroom.bouygues-construction.com>

 bois / matériaux / décarbonation

LE BOIS, RESSOURCE ABONDANTE, MAIS SOUS-EXPLOITÉE

22 juillet – Un rapport sénatorial publié le 9 juillet 2025 alerte sur le manque de valorisation du bois en France, malgré des forêts particulièrement nombreuses et riches sur le territoire. Les parlementaires proposent 24 mesures pour renforcer la filière, du sciage à la construction. Le texte recommande d'assouplir certaines normes et de soutenir les isolants biosourcés et le chauffage au bois. Il met aussi l'accent sur la formation des professionnels et la transparence des prix. Objectif : faire du bois un levier majeur de la transition énergétique du pays.

 www.batiweb.com

 bois / matériaux / filière



LES BIOSOURCÉS SONT-ILS L'AVENIR DU BÂTIMENT ?

Août 2025 – Dans une nouvelle ressource accessible en ligne, le Cerema souligne que les matériaux issus du vivant — bois, paille, chanvre, etc. — offrent un potentiel important pour réduire les émissions de carbone dans le bâtiment. Ces biomatériaux sont utilisables sur toute la chaîne : structure, isolation, second œuvre. Ils satisfont déjà à des normes techniques et bénéficient d'expériences de terrain croissantes. Leur développement stimule l'économie locale via des filières complètes et territoriales. Cet essor est présenté comme une solution clé pour répondre aux exigences de la RE2020 et aller vers une construction plus durable.

 <https://doc.cerema.fr>

 matériaux / biosourcés / bâtiment



UN MOOC POUR APPRENDRE À ACHETER DURABLE

Juillet - Ce cours en ligne invite les participants à intégrer des principes durables dans leurs politiques d'achats professionnels. Il aborde les enjeux environnementaux, sociaux et économiques liés aux achats responsables, ainsi que les bonnes pratiques pour sélectionner des fournisseurs engagés. Les modules couvrent l'évaluation des impacts, les critères de durabilité, la réglementation, et la mise en œuvre concrète dans les organisations. Le MOOC combine théorie, cas pratiques et ressources pour faciliter l'entrée dans une démarche achats durables. Il s'adresse à tous les décideurs ou acteurs impliqués dans la chaîne d'approvisionnement, du bâtiment notamment.

- <https://openclassrooms.com>
- durabilité / MOOC / transition écologique

QUEL BILAN 2024 POUR L'ACTIVITÉ DU BÂTIMENT ?

30 juillet - Le réseau des CERC a publié des données clés cet été. En 2024, le chiffre d'affaires du secteur du bâtiment en France recule de 5,6 %, s'établissant à 208,1 milliards d'euros. L'entretien-rénovation représente 117,7 milliards, la construction neuve 90,3 milliards. Le recul touche toutes les régions, modéré dans certaines (Grand Est, Bretagne, Occitanie...), plus sévère dans d'autres (Centre-Val de Loire, Normandie, PACA, environ -8 %). Un avertissement pour la filière, qui devra sans doute adapter ses stratégies face à ce fléchissement généralisé.

- <https://veille.artisanat.fr>
- bâtiment / filière

UN CENTRE INTERGÉNÉRATIONNEL ET ENTIÈREMENT REPENSÉ

3 septembre – À Limoges (87), l'espace Robert-Hébras a fait l'objet d'une rénovation patrimoniale exemplaire mêlant social, environnemental et mémoire locale. Le bâtiment, anciennement peu performant sur le plan énergétique, a été entièrement reconditionné : isolation renforcée, désamiantage, toiture rénovée, grandes baies pour la lumière naturelle, et installation de panneaux photovoltaïques pour une production d'électricité excédentaire. Les aménagements pensés pour le confort d'été incluent pergolas végétalisées, ouvertures optimisées et surventilation nocturne. Conçu pour être intergénérationnel, le centre offre des espaces modulables pour enfants, seniors, associations, tout en étant ouvert au voisinage. Coût total : 2,5 millions d'euros TTC. Il est financé grâce à divers partenariats publics.

 www.construction21.org

 rénovation / bâtiment tertiaire

Appels à projets & à manifestation

Fonds Économie Circulaire - ORMAT 2025 (Objectif Recyclage MATières)

Ouvert jusqu'au 06.10.25 – Périmètre : national

L'appel à projets ORMAT soutient l'investissement dans le surtri et la préparation de déchets en vue de leur recyclage, la production de matières premières de recyclage (MPR) et leur incorporation dans les produits, ainsi que la réaffectation, le remanufacturing et le reconditionnement de batteries.

 <https://agir.ademe.fr>

 économie circulaire / déchets / réemploi

Appel à innovations - Nos Villes à 50°C

Ouvert jusqu'au 13.10.25 – Périmètre : national

Cet appel à innovation, lancé par Nos Villes à 50°C, vise à identifier et qualifier des solutions innovantes pour inciter les maîtrises d'ouvrages partenaires du programme à les tester sur le terrain. Il s'adresse aux industriels, aux start-ups, et à l'ensemble des porteurs de solutions innovantes en matière d'atténuation et d'adaptation aux vagues de chaleur. Trois types d'innovations sont attendus : techniques (matériaux, systèmes constructifs, équipements), solutions fondées sur la nature (végétalisation, gestion de l'eau), usages (dispositifs de gestion de crise, communication, sensibilisation, outils numériques, nouvelles pratiques).

 www.construction21.org

 Réchauffement climatique / adaptation / innovation

Appel à Projets Eureka Lightweighting

Ouvert jusqu'au 23.10.25 – Périmètre : national

Cet appel à projets lancé dans le cadre du programme Eureka Network Project, porté en France par Bpifrance, vise à promouvoir et financer les collaborations internationales ayant pour objectif d'alléger les matériaux, de réduire l'utilisation des matières premières tout en améliorant la fonctionnalité et la performance du produit.

 www.bpifrance.fr

 matériaux / recherche et développement

Appel à recherches (Ré)gé(né)rer les copropriétés « dégradées » : Comprendre et résoudre les difficultés des copropriétés, dans leur diversité

Ouvert jusqu'au 12.11.25 – Périmètre : national

Le PUCA lance, aux côtés des acteurs et experts des copropriétés en difficulté, un programme de recherche, intitulé (Ré)gé(né)rer les copropriétés « dégradées » : Comprendre et résoudre les difficultés des copropriétés, dans leur diversité. Les objectifs sont de développer les recherches sur les difficultés des copropriétés, ainsi que sur les manières dont l'action publique peut contribuer à les résorber ; structurer une communauté de recherche sur les copropriétés et structurer un espace de dialogue recherche-action ; et entamer une réflexion

 www.urbanisme-puca.gouv.fr

 copropriétés / recherche-action

Appels à projets & à manifestation

Appel à projets de recherche - Vers des bâtiments responsables - 2026

Ouvert jusqu'au 04.12.25 - Périmètre : national

Cet appel de l'ADEME cherche à financer des projets de recherche pour accélérer la transition écologique dans le secteur du bâtiment, tant en construction qu'en rénovation, en développant outils, connaissances et solutions innovantes. Il concerne notamment la performance énergétique, les matériaux circulaires, l'adaptation au changement climatique, la santé intérieure, et vise à associer des consortiums multidisciplinaires.

 <https://agir.ademe.fr>

 **transition écologique / bâtiment**

Une aide pour prévenir les inondations

Ouvert jusqu'au 15.12.25 - Périmètre : national

Le dispositif du Fonds vert permet d'aider les collectivités à financer des actions de prévention des inondations en améliorant la résilience de leur territoire face aux aléas climatiques (création de zones d'expansion de crue, travaux de neutralisation d'anciennes digues, actions d'amélioration de la connaissance sur les phénomènes de ruissellement...). Les porteurs de projets sont appelés à candidater en ligne pour bénéficier de ce soutien.

 <https://aides-territoires.beta.gouv.fr>

 **gestion de l'eau / aide financière**

Une aide de l'ADEME pour un projet de R&D

Ouvert jusqu'au 31.12.25 - Périmètre : national

Pour que la recherche vienne en appui de la transition écologique, il faut la soutenir financièrement. C'est tout l'objet de ce dispositif mis en place par l'ADEME. Organismes de recherche, entreprises, associations et partenaires potentiels d'un projet de R&D visant à produire des connaissances nouvelles et/ou des recherches action participatives pour éclairer le déploiement de la transition écologique en France ? Vous pouvez postuler en ligne dès à présent !

 <https://agirpourlatransition.ademe.fr>

 **recherche et développement / aide financière**

Soutien à l'économie de la fonctionnalité et de la coopération

Ouvert jusqu'au 31.12.25 - Périmètre : national

L'ADEME souhaite, par ce dispositif, aider les entreprises de toutes tailles et organisations de recherche publiques ou privées, intéressées par le modèle offert par l'économie de la fonctionnalité et de la coopération. Cette nouvelle relation entre l'offre et la demande ne se fonde plus sur la simple vente de biens ou de services, mais sur la fourniture de bénéfices pour les usagers, en intégrant des enjeux de durabilité.

 <https://agirpourlatransition.ademe.fr>

 **économie de la fonctionnalité / écologie**

Appels à projets & à manifestation

Des AAP sur le réemploi

Plusieurs dates butoirs – Périmètre : national

L'éco-organisme Ecominéro lance, en ce début d'année 2025, plusieurs appels à projets portant sur le thème du réemploi : études de faisabilité pour de nouvelles activités de réemploi, plateformes physiques et numériques, matériauthèques, réalisation de diagnostics ressources dans les opérations de déconstruction, réhabilitation ou rénovation... Le détail des différents AAP est disponible en ligne.

 www.ecominero.fr

 **réemploi / bâtiment**

Aide du Fonds Air Bois

Périmètre : national

Le Fonds Air Bois est une aide financière visant à encourager le remplacement des anciens systèmes de chauffage au bois, tels que les cheminées ouvertes ou les appareils installés avant 2005, par des équipements plus performants et moins polluants. Cette initiative est mise en place par certaines collectivités locales pour améliorer la qualité de l'air sur leur territoire.

 <https://agirpourlatransition.ademe.fr>

 **bois / chauffage / aide financière**

Le Réseau Bâtiment Durable, animé conjointement par l'ADEME et le Plan Bâtiment Durable, regroupe 24 centres de ressources et clusters régionaux et nationaux au service de la qualité et de la performance environnementale, énergétique et sanitaire du cadre de vie bâti. Leur mission commune : informer, soutenir et faire dialoguer les acteurs locaux de la construction, de la rénovation, de l'immobilier, de l'urbanisme et de l'aménagement durables. Intégrez votre réseau local pour booster vos actions !

LES MEMBRES DU RÉSEAU BÂTIMENT DURABLE



Réalisé par



Avec le soutien de

